

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 15

Absents : 17

REUNION DU 4 JUILLET 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI QUATRE JUILLET à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT JUIN DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme PERRON Christine, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Méliissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme COLLET Marie-Claude, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEYER Karine, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, M. SIBY Oussouf,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CHANTRELLE Laurent, Mme LAGNEAU Muriel, M. GESELL Quentin, M. RAMADIER Alain, Mme JAOUANI Amel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. CAHENZLI Denis, M. ATTIORI Olivier, M. HAN Bo, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. RAMADIER Alain, Mme YOUSSEF Méliissa,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LASTAPIS Michel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Géraud, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Laurent CHANTRELLE

DELIBERATION N°105 - URBANISME - ADHESION A L'INSTITUT PARISIEN REGION DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU PLU

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience ;

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;

Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique n°2019-1461 du 27 décembre 2019,

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au président,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220704-105-04-07-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022

Vu la délibération n°36 de l'EPT Paris Terres d'Envol en date du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour autoriser au nom du territoire, le renouvellement de l'adhésion aux organismes publics ou privés,

Vu les statuts de L'Institut Paris Région tels qu'annexés à la présente délibération,

Vu le projet de convention cadre d'adhésion à l'Institut Paris Région et le projet de convention annuelle 2022 ci-annexés,

Vu le budget principal de l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant que l'Institut Paris Région, en tant qu'agence régionale d'urbanisme et de l'environnement, apporte à ses adhérents une expertise pluridisciplinaire dans de nombreux domaines tels que l'urbanisme, les transports et la mobilité, l'environnement, l'économie et les questions de société ;

Considérant que l'Institut Paris Région a pour mission de contribuer aux démarches de planification stratégique, à la conception et à l'évaluation des politiques publiques sur l'ensemble du territoire de la Région Ile-de-France et qu'il apporte un soutien aux politiques d'aménagement et de développement des collectivités territoriales,

Considérant l'expertise dans le domaine de la planification territoriale et dans des domaines connexes de l'Institut Paris Région (IPR) ;

Considérant que l'adhésion à l'Institut Paris Région nécessite la signature d'une convention cadre pour les années 2022-2024 qui fixe les modalités générales du partenariat sur la période et d'une convention d'application qui précise les axes de collaboration au regard du programme partenarial de l'Institut et détermine la contribution financière corrélée pour l'année ;

Considérant que les instances de gouvernance de l'Institut comprennent une assemblée générale composée de 4 collèges, un conseil d'administration et une présidence ;

Considérant les connaissances du territoire métropolitain dans son ensemble et les données dont dispose l'IPR permettront d'accompagner Paris Terres d'Envol sur certains de ces projets, notamment le PLUi par :

- Une étude de l'évolution de l'occupation des sols à l'aide du Mode d'Occupation des Sols ;
- Enrichir les analyses quantitatives de la connaissance de terrain du territoire ;
- Echanger sur les pistes stratégiques que cela suscite au sein du territoire.

Ce travail sera phasé comme suit :

- Phase 1- année 2022 : Etude de l'évolution de l'occupation des sols à l'aide du Mode d'Occupation des Sols ;
- Phase 2- année 2023 : Diagnostic des secteurs potentiels de densification des tissus pavillonnaires et des Zones d'Activités Economiques, les processus de mutation de ces espaces et la prospective sur les potentiels de renaturation sur le territoire.

Considérant qu'en adhérant à l'IPR, l'EPT Paris Terres d'Envol et les communes membres bénéficient d'un accès aux publications, catalogues, études, restitution de travaux, actualisation des données démographiques, économiques et sociales et cartes, contributions essentielles, pour affiner la connaissance du territoire et avoir un accompagnement spécifique sur des réflexions d'aménagement et d'urbanisme ;

Considérant les besoins de Paris Terres d'Envol en accompagnement pour la réalisation de son diagnostic foncier du PLUi notamment, de permettre ainsi de doter le territoire d'une connaissance précise de son occupation des sols et de fixer les futures règles au niveau territorial permettant d'intégrer les enjeux actuels et futurs au PLUi ;

Considérant que le projet de convention cadre d'adhésion à l'Institut Paris Région a pour objet de définir le cadre d'intervention et les engagements pluriannuels entre les parties qui seront déclinés dans des conventions d'application. Cette convention cadre d'adhésion à l'Institut Paris Région n'est pas payante ;

Considérant les montants prévisionnels pour les conventions annuelles de 2022 et de 2023, à savoir :

- entre 25 000 et 30 000 € TTC pour 2022 ;
- entre 45 000 et 50 000 € TTC pour l'année 2023.

Considérant que le projet de convention annuelle 2022 précise les modalités de contribution de l'EPT Paris Terres d'Envol pour la réalisation du Programme Partenarial 2022 de l'Institut Paris Région et précise les besoins d'accompagnement exprimés par Paris Terres d'Envol auprès de l'Institut Paris Région. Cette convention sera renouvelée chaque année selon les besoins de Paris Terres d'Envol.

Considérant les projets de convention-cadre 2022-2024 et de convention d'application pour l'année 2022 tels qu'annexés à la présente délibération

Considérant qu'il convient de délibérer pour adhérer aux statuts de L'Institut Paris Région ;

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation du représentant de Paris Terres d'Envol ;

Vu la candidature de madame Martine VALLETON en tant que vice-présidente à l'aménagement ;

Considérant que le représentant de Paris Terres d'Envol siègera dans le collège des collectivités de l'assemblée générale ;

Après avoir délibéré,

- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer la convention cadre définissant l'adhésion de Paris Terres d'Envol à l'Institut Paris Région dont le projet est annexé à cette présente délibération.
- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer :
 - la convention annuelle 2022 portant sur la phase 1 « Etude de l'évolution de l'occupation des sols à l'aide du mode d'occupation des sols » de Paris Terres d'Envol à l'Institut Paris Région dont le projet est annexé à cette présente délibération, pour un montant compris entre 25 000 € et 30 000 € TTC ;
 - la convention annuelle 2023 portant sur la phase 2 « Diagnostic des secteurs potentiels de densification des tissus pavillonnaires et des zones d'activités économiques, les processus de mutation de ces espaces et la prospective sur les potentiels de renaturation sur le territoire » de Paris Terres d'Envol à l'Institut Paris Région dont le projet sera rédigé en fin d'année 2022, pour un montant compris entre 45 000 € et 50 000 € TTC.
- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer le renouvellement de chaque convention annuelle de Paris Terres d'Envol à l'Institut Paris Région.
- **Approuve** les statuts de l'association L'Institut Paris Région tels qu'annexés à la présente délibération.
- **Approuve** l'adhésion du Paris Terres d'Envol à l'association L'Institut Paris Région au sein du collège des collectivités.
- **Désigne** madame Martine VALLETON en tant que vice-présidente à l'aménagement ou son représentant désigné par délégation pour représenter l'EPT à l'assemblée générale de l'association.
- **Dit** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'EPT Paris Terres d'Envol 2022 pour la phase 1 et les crédits nécessaires pour la phase 2 seront inscrits au budget de l'EPT Paris Terres d'Envol 2023.
- **Précise** que, conformément aux dispositions prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pour une durée de 1 mois.
- **Précise** que la présente délibération sera publiée au registre des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** que la présente délibération sera transmise à :
 - Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
 - Madame la Présidente de l'Institut Paris Région.

Adopté à l'unanimité

(61 voix pour, 1 abstention : M. BELOUCHAT,
1 NPPV : M. MIGNOT)

Le Président
Bruno BESCHIZZA

